



## CONVENTION FINANCIÈRE 2017

### Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 03 avril 2017,

ci-après dénommé « **le Département** »,

### Et

L'Association Régionale pour l'Initiation à l'Environnement et à la Nature en Alsace, dont le siège est 6 route de Berghheim à SELESTAT, représenté par sa Présidente, Madame Anne Marie SCHAFF.

ci-après dénommé « **le bénéficiaire** ».

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu La Loi n°85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et la délibération du 13 décembre 2010 portant révision et approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels,

Vu la délibération du 07 novembre 2016 portant sur l'évolution de la politique d'éducation à l'environnement et l'approbation du cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêts départemental « éducation à l'environnement »

Vu le Règlement Financier du Département du Bas-Rhin.

### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis la loi du 18 juillet 1985, le Département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles. Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le code de l'urbanisme.

La part de la taxe d'aménagement affectée aux Espaces Naturels Sensibles constitue l'outil financier de cette compétence. La taxe d'aménagement est une taxe d'urbanisme grevée d'affectation spéciale. En conséquence, il appartient aux actions financées par ladite taxe d'être en cohérence avec les objectifs de protection des ENS, tels qu'ils ont été définis en 1999 dans le Schéma Départemental de Gestion et de Protection des Espaces Naturels Reconnus Sensibles ainsi que dans la Charte des Espaces Naturels.

La Charte des Espaces Naturels Sensibles fait référence dans son *article 6, alinéa 2* à « l'éducation au patrimoine naturel ». L'éducation au patrimoine naturel passe effectivement par des moyens de sensibilisation comme la communication, affiches, tracts, ou bien encore des animations organisées par différentes associations directement en milieu naturel ou non. La sensibilisation se rattache à la bonne gestion d'un ENS elle peut aussi être envisagée comme un instrument pour la mise en œuvre de la condition de l'ouverture au public. Le financement d'actions de sensibilisation se trouve de ce fait totalement en accord avec les affectations prévues par le code de l'urbanisme et répond aux objectifs fixés par la politique départementale.

Depuis le 07 novembre 2016 le Département a fait évoluer sa politique d'éducation à l'environnement vers un d'Appel à Manifestation d'Intérêts permettant le recentrage de son soutien vers des actions en lien avec ces compétences, les Espaces Naturels Sensibles et le public cible des collégiens. Au travers ce nouveau dispositif le Département souhaite également mettre en œuvre une meilleure gouvernance sur les projets, notamment en permettant un pilotage plus affirmé en lien avec les élus et les projets de territoires.

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1er : Objet de la convention**

Le Département apporte une subvention pour les projets, « Appel à Manifestation d'Intérêts 2017 » et « Mangeons sain, local et jetons moins », que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Les objectifs du projet « Appel à Manifestation d'Intérêts 2017 » sont de :

- Sensibiliser l'ensemble des bas-rhinois à la nature proche et à l'éco-citoyenneté ;
- Animer le réseau ARIENA et accompagner le Conseil Départemental du Bas-Rhin à la mise en place de l'Appel à Manifestation d'Intérêts départemental éducation à l'environnement 2017 ;
- Accompagner les territoires dans le développement de projets d'éducation à l'environnement dans le cadre du SDEN mais également des politiques sociales, des établissements éducatifs (collèges...);
- Développer la professionnalisation du réseau d'éducation à l'environnement et soutenir ainsi l'emploi local direct et indirect ;
- Maintenir une cohérence et une efficacité d'actions associatives à l'échelle départementale et régionale.

Les objectifs du projet « Mangeons sain local et jetons moins » sont de :

- Sensibiliser les élèves à leur alimentation et le lien avec leur santé et leur environnement ;
- Accompagner les équipes de cuisine et les établissements scolaires dans la réduction du gaspillage alimentaire ;
- Favoriser l'approvisionnement local et l'agriculture de proximité ;
- Mettre en relation le personnel éducatif et les agents gestionnaires sur ces objectifs.

La présente convention définit les modalités d'intervention du Département pour l'année 2017.

La subvention du Département devra uniquement être employée pour réaliser les projets tel que précisé ci-avant.

Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

### **Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale**

**2.1.** La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec le versement du solde de la subvention ou les éventuels reversements des indus.

**2.2** Les projets, objet de la présente convention, devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2017 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

**A défaut d'effectuer la demande de versement du solde dans le délai susvisé, soit avant le 31 décembre 2017, le solde de la subvention sera automatiquement annulé.**

### **Article 3 : Détermination du montant éligible**

Le coût total estimé éligible des projets sur la durée de la convention est évalué à :

- 475 025 € pour le projet « Appel à Manifestation d'Intérêts 2017 »,
- 35 700 € pour la coordination et la formation des animateurs du réseau dans le cadre du projet « Mangeons sain local, jetons moins »,

Conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe I et II.

Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action.

### **Article 4 : Détermination de la contribution financière**

L'aide financière du Département du Bas-Rhin au bénéfice de l'objet visé à l'article 1er s'élève à la somme totale de 50 000 euros soit :

- 24 200 euros pour le financement du projet « Appel à Manifestation d'Intérêts 2017 »,
- 25 800 euros pour financement de la coordination et la formation des animateurs du réseau dans le cadre du projet « Mangeons sain jetons moins » visant à sensibiliser les collégiens et former les équipes de restauration sur les questions de l'alimentation durable et du gaspillage alimentaire.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

**Le montant effectivement versé sera calculé au prorata de la réalisation effective de l'opération.**

### **Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière du Département**

Les subventions seront versées selon les modalités indiquées dans la délibération attributive, soit :

- Une avance de 50% après conclusion de la convention financière annuelle
- le solde sur présentation d'un bilan d'activités qualitatif et quantitatif (cf. objectifs de l'article 1) et d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et le trésorier ou l'expert-comptable de l'association. Ces documents devront être fournis au plus tard avant le 31 décembre de l'année en cours et comprendront les informations dont dispose le bénéficiaire.

L'acompte qui suit le versement de l'avance ne peut être versé que sur production des pièces attestant l'utilisation intégrale de l'avance. Par ailleurs le bilan quantitatif des actions engagées fera l'objet d'une présentation détaillée dans le bilan d'activités annuel (cf. article 6.2)

Le Département effectue ensuite un à deux versements par an au bénéficiaire, sur présentation des justificatifs indiqués à l'article 6.

### **Article 6 : Justificatifs**

**6.1.** Les versements sont effectués sur production d'états récapitulatifs des dépenses certifiés exacts par le responsable légal et par le trésorier ou l'expert-comptable.

L'état récapitulatif des dépenses est accompagné d'une copie des factures ou des justificatifs de dépenses équivalents.

Le bénéficiaire doit produire au moins un état récapitulatif de dépenses par an, sous peine de sanctions prévues à l'article 9.

**6.2.** En vue du versement du solde, le bénéficiaire produit une copie des dernières factures ou des justificatifs de dépenses équivalents.

**6.3.** La demande de solde doit être accompagnée :

- D'un compte-rendu financier, certifié exact selon les modalités mentionnées au paragraphe 6.1, équilibré en dépenses et en recettes et détaillé par exercice en cas de projet pluriannuel. Il retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention.

**6.4.** Le bénéficiaire s'engage par ailleurs :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1<sup>er</sup>. Il comprend un bilan des éléments mentionnés à l'annexe I et II et définis d'un commun accord entre le Département et le bénéficiaire.
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice-comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'action / d'investissement.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);
- à informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant et de toute cession de créance le concernant étant précisé qu'une telle cession devra être préalablement autorisée par le Département.

#### **Article 7: Obligations à la charge du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1<sup>er</sup>,
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à faciliter le contrôle par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1<sup>er</sup>, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.
- à faire un état trimestriellement des actions à venir en lien avec à l'objet défini à l'article 1<sup>er</sup> et liées au financement décrit à l'article 4
- à informer le Département de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

#### **Article 8 : Information et communication**

L'organisme bénéficiaire de la subvention, s'engage à informer du soutien du Conseil Départemental du Bas-Rhin dans les supports qu'il utilise pour communiquer, dans le cadre des actions en lien avec les projets financés défini à l'article 1<sup>er</sup>.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Département du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Département du Bas-Rhin.

### **Article 9 : Interruption et reversement de l'aide financière**

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du Département,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Le Département en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 10 : Résiliation**

**10.1.** En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

**10.2.** Pour la préservation de l'intérêt général, le Département peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

**10.3.** Dans le cas particulier de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois mais sans versement d'indemnités.

### **Article 11 : Avenant**

Sans préjudice de l'article 4, la présente convention ne peut être modifiée que par avenant conclu entre le Département et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La présente convention pourrait être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention attribuée pourrait notamment être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

### **Article 12 : Application supplétive du règlement financier départemental**

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement financier départemental dont copie a été remise au bénéficiaire.

### **Article 13 : Annexes**

Les annexes I et II, dont l'objet est de préciser le périmètre financier des projets subventionnés par le Département, sont parties intégrantes de la convention et à ce titre ont une valeur contractuelle.

**Article 14 : Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département du Bas-Rhin à Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour le Département,

Le président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,

Frédéric BIERRY

Pour le bénéficiaire,

La Présidente de l'ARIENA,

Anne-Marie SCHAFF

## ANNEXE I – Budget prévisionnel AMI 2017

CHARGES	Prévision	PRODUITS	Prévision
<b>I - Charges Directes affectées à l'action</b>		<b>I - Ressources directes affectées à l'action</b>	
60 - Achats	84 849	70 - Ressources propres	
- Partenariat réseau :	79 000	- Prestations de services	
- Prestations diverses	5 849	- Vente de marchandise	
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	
61 - Services extérieurs	360	74 - Subventions d'exploitation	473 025
- Locations		- Etat : DREAL	43 000
- Entretien et réparation	360	- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	2 750
- Documentation		- Région Grand Est	171 500
62 - Autres services extérieurs	2 795	- Départements : BAS-RHIN	84 050
- Rémunération intermédiaires et honoraires		- Départements : HAUT-RHIN	88 500
- Publicité, publication			
- Déplacements missions, réception	2 655		
- Frais postaux et de télécom	140	- Fonds européens	
- Services bancaires et autres			
63 - Impôts et taxes		- Autres établissements publics : AERM	5 800
- Impôts et taxes sur rémunération			
- Autres impôts et taxes		- Autres recettes( Financement à trouver FSE?)	77 625
64 - Charges du personnel	332 511	75 - Autre produit de gestion	2 000
- Rémunération du personnel +charges sociales	332 511	- Collations, dons manuels ou legs	2 000
- Indemnités de stage			
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Report de ress.(SMICTOM)	
69- Impôts sur les produits financiers		79 - Transfert de charges	
<b>II - Charges indirectes affectées à l'action</b>		<b>I - Ressources indirectes affectées à l'action</b>	
Charges fixes liées à l'action*	54 510		
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>475 025</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>475 025</b>
87 - Emploi des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
- Secours en nature		- Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite des biens		- Prestations en nature	
- Personnels bénévoles		- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>475 025</b>	<b>TOTAL</b>	<b>475 025</b>
La subvention de		18% du total des produits : (montant attribué / total des produits) X 100	

\* Les charges fixes de l'association sont proratisées au nombre d'heures réalisées sur l'action

## ANNEXE II – Budget prévisionnel ; Dispositif pédagogique « mangeons sain local, jetons moins »

CHARGES	Prévision	PRODUITS	Prévision
<b>I - Charges Directes affectées à l'action</b>		<b>I - Ressources directes affectées à l'action</b>	
80 - Achats	3 000	70 - Ressources propres	
- Partenariat réseau : MNRAC (collège en réseau)	3 000	- Prestations de services	
- Achat de matières et fournitures		- Vente de marchandise	
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	
51 - Services extérieurs		74 - Subventions d'exploitation	31 700
- Locations		- État : DREAL	
- Entretien et réparation		- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	
- Documentation		- Région Grand Est	
52 - Autres services extérieurs	40	- Départements : BAS-RHIN	28 500
- Rémunération intermédiaires et honoraires		- Départements : HAUT-RHIN	
- Publicité, publication			
- Déplacements missions	40	- Fonds européens	
- Frais postaux et de télécom			
- Services bancaires et autres			
63 - Impôts et taxes		- Autres établissements publics :	
- Impôts et taxes sur rémunération			
- Autres impôts et taxes		- Agence de l'eau Rhin Meuse	3 200
64 - Charges du personnel	28 050	75 - Autre produit de gestion	
- Rémunération du personnel +charges sociales	28 050	- Cotisations, dons manuels ou legs	
- Indemnités de stage			
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Report de ress.(SMICTOM) (collège en réseau)	4 000
69 - Impôts sur les produits financiers		79 - Transfert de charges	
<b>II - Charges Indirectes affectées à l'action</b>		<b>I - Ressources Indirectes affectées à l'action</b>	
Charges fixes liées à l'action	4 600		
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>35 700</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>35 700</b>
87 - Emploi des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
- Secours en nature		- Bénévolat	
- Mise à disposition gratuite des biens		- Prestations en nature	
- Personnels bénévoles		- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>35 700</b>	<b>TOTAL</b>	<b>35 700</b>
La subvention de		80% du total des produits : (montant attribué / total des produits) X 100	

\* Les charges fixes de l'association sont proratisées au nombre d'heures réalisées sur l'action

<sup>1</sup> Lors de la mise en œuvre de ces projets, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de dépenses éligibles. Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles ne doit pas affecter la réalisation des projets et ne doit pas être substantielle.

Le bénéficiaire notifie ces modifications au Département par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er octobre de l'année en cours.

Le versement de la contribution du Département conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par le Département de ces modifications

<sup>1</sup> Les coûts à prendre en considération comprennent les coûts occasionnés par la mise en œuvre des projets conformément au dossier de demande de subvention présenté par le bénéficiaire. Ils comprennent les coûts directement liés à la mise en œuvre des actions.